

BURUNDI.

Il est à craindre que des violations massives des droits de l'homme ne soient perpétrées derrière un "rideau de fer"

Index AI: AFR 16/09/95

Amnesty International a déclaré ce jour (jeudi 8 mai) que des homicides étaient perpétrés par l'armée burundaise depuis le 30 mai à Kamenge, dans la banlieue de la capitale, Bujumbura. Il n'existe toutefois aucun témoin indépendant susceptible d'informer la population burundaise et la communauté internationale de ce qui se passe réellement dans ce faubourg assiégé.

L'organisation de défense des droits de l'homme ajoute : « On ignore le nombre des victimes, l'armée ayant dressé un "rideau de fer" d'armes et de véhicules blindés. Nous sommes profondément préoccupés, car le black-out sur l'information cache peut-être le fait que de nombreux civils innocents ont été tués. »

Amnesty International appelle les autorités militaires du Burundi à donner sans délai à des observateurs indépendants – notamment des représentants de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des Nations unies –, ainsi qu'à des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme basées à Bujumbura, libre accès à Kamenge pour enquêter sur la situation humanitaire et des droits de l'homme dans cette banlieue de la capitale et en rendre compte.

Selon des informations parvenues hier de Bujumbura, l'armée, dans le but de débarrasser Kamenge des bandes armées, a pénétré dans cette banlieue pour en évacuer tous les civils. On ignorait le nombre de civils qui se trouvaient toujours à Kamenge, ainsi que le nombre de ceux qui auraient été tués ou blessés.

Le Premier ministre Antoine Nduwayo a annoncé il y a quelques jours que tous les civils seraient priés de quitter Kamenge. Des responsables militaires ont déclaré qu'ils menaient une opération destinée à chasser de Kamenge les bandes armées hutu qui avaient lancé des attaques contre les forces de sécurité. On entend quotidiennement depuis le 30 mai des coups de feu et des explosions dans ce faubourg.

L'armée, qui encercle Kamenge depuis le 31 mai, a déployé un grand nombre de soldats lourdement armés appuyés par des véhicules blindés. Les responsables gouvernementaux et les représentants des organisations humanitaires se sont vu refuser l'accès à ce faubourg. Jusqu'au 6 juin, les organisations humanitaires ont seulement été autorisées à évacuer quelques dizaines de civils blessés et à nourrir d'autres personnes qui avaient réussi à rejoindre la périphérie de Kamenge.

Selon certaines sources, cette opération est la dernière phase du « nettoyage ethnique » de Bujumbura, qui vise à chasser tous les Hutu de la capitale. Elle s'inscrit dans le cadre d'une série d'opérations militaires menées depuis 1994, officiellement pour désarmer les milices hutu. En mars 1995, plusieurs centaines de civils hutu ont été tués et des milliers d'autres ont été chassés des faubourgs de Bugenzi et de Bwiza par des civils tutsi armés et par des membres des forces de sécurité.

Lors de chacune de ces opérations, plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants hutu, non armés pour la plupart, ont été sommairement exécutés. Rien n'a été tenté pour désarmer les milices tutsi, qui ont commis de graves atteintes aux droits de l'homme et notamment des homicides délibérés et arbitraires de civils hutu sans défense, avec, dans bien des cas, la complicité des forces armées dominées par les Tutsi.

Selon des informations en provenance de Bujumbura, les représentants des organisations de

défense des droits de l'homme et ceux des organisations intergouvernementales n'ont été autorisés qu'hier, mercredi 7 juin 1995, à se rendre dans trois endroits précis de Kamenge. Ils n'ont pas réussi à savoir quel était le nombre exact de civils tués, mais ils ont constaté que des maisons étaient en train de brûler ou avaient été détruites. Les blessés sont privés de soins médicaux et de nourriture et d'autres personnes risquent de mourir de faim, de froid ou de l'absence de soins médicaux.

L'Organisation déplore que durant cette opération, comme lors de celles qui l'ont précédée, les forces armées aient recours à la force meurtrière sans limite et en toute impunité. Le black-out sur l'information concernant la situation dans les faubourgs de Kamenge et de Kinama permet aux forces armées de continuer à violer les droits de l'homme loin de tout regard indépendant.

Le gouvernement burundais ne semble pas avoir pris de mesures pour protéger les civils non armés ou les personnes mises hors de combat contre les exécutions extrajudiciaires et les autres violations de leurs droits fondamentaux.

Des milliers de civils ont été vus s'enfuyant dans les collines proches de Kamenge. Selon certaines sources, ils sont la cible de tirs d'artillerie destinés à les chasser encore plus loin. Des violences ont également été signalées à Kinama, un autre faubourg à prédominance hutu.

Amnesty International recommande que les membres de la mission d'observation de l'OUA soient autorisés à pénétrer dans le faubourg de Kamenge pour observer la situation. Ils devraient également conseiller l'armée burundaise sur la conduite à tenir, afin d'empêcher que les civils qui ne constituent pas une menace pour la vie des soldats ou d'autres civils ne soient de nouveau victimes d'exécutions extrajudiciaires ou d'autres violations des droits de l'homme.

L'Organisation conclut : « Les autorités burundaises devraient ordonner sans délai l'ouverture d'une enquête indépendante et impartiale sur les informations selon lesquelles des membres des forces de sécurité ont commis des violations massives des droits de l'homme. Les responsables devraient être traduits en justice. » 1